

DIRECTION

Pôle opérations

Groupement prévention – prévision

Service prévision

Ref : 622 /2022/Direction/NDF/AFE

Affaire suivie par : M. FERRERAS

Le directeur départemental
des services d'incendie et de secours

à

DDT – Mme METRO
17 place de la République – BP 40517
28008 CHARTRES CEDEX

**Objet : demande d'avis pour un permis de construire relatif à une centrale photovoltaïque au sol
(Engie PV Bailleau, M. William Arkwright)**

Références :

Numéro de dossier : 208226

PC 28 023 22 00002

Reçu au SDIS le : 11 mars 2022

Adresse : Lieux-dits La Garenne et La Sablonnière, Bailleau-Armenonville

Par transmission rappelée en référence, vous avez bien voulu me transmettre pour avis, le dossier relatif à l'opération citée en objet.

1) Présentation du projet

Le projet concerne la construction d'un parc photovoltaïque au sol de 13,7 hectares situé au droit d'un site d'enfouissement de déchets non dangereux.

Le parc sera constitué de 17 376 panneaux photovoltaïques, un poste de livraison et trois postes de transformation de 30 m².

Le parc photovoltaïque sera accessible par la route départementale 106.2.

2) Textes applicables

- Code de l'urbanisme dans le cadre de la procédure de permis de construire.
- Code du travail ;
- Règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie.

3) Analyse et avis

1) Accessibilité au site

Afin de répondre aux attentes du service départemental d'incendie et de secours, le terrain devra être desservi par des voies publiques ou privées facilitant la circulation ou l'utilisation des engins de lutte contre l'incendie de type camion-citerne feux de forêts (CCF).

Nota : une voie qui présente les caractéristiques suivantes répond à ces besoins :

- une largeur minimale de 3 mètres ;
- une force portante de 160 kilonewtons.

Par ailleurs, il sera nécessaire de créer à l'intérieur du site des voies de circulation de 3 mètres de large permettant :

- de quadriller le site (rocales et pénétrantes),
- d'accéder en permanence à chaque construction (locaux onduleurs, transformateurs, poste de livraison, locaux techniques).

Le portail d'entrée du site sera équipé d'un dispositif validé par le SDIS permettant son ouverture.

2) Moyens de secours et conditions d'intervention des sapeurs-pompiers

Toutes les dispositions devront être prises pour éviter aux intervenants des services de secours tout risque de choc électrique au contact d'un conducteur actif de courant continu sous tension.

Une coupure générale simultanée de l'ensemble des onduleurs doit être positionnée de façon visible à proximité d'un des locaux techniques et identifiée par la mention : « Attention présence de deux sources de tension : 1- réseau de distribution ; 2- panneaux photovoltaïques » en lettres noires sur fond jaune.

L'installation devra être contrôlée par un organisme de contrôle ou un technicien agréé.

Des équipements de sécurité appropriés aux risques d'origine électrique devront être judicieusement répartis sur le site.

Il sera nécessaire d'afficher :

- les consignes de protection contre l'incendie indiquant la nature et les emplacements des organes techniques des installations (localisation, et procédures d'intervention du pétitionnaire) ;
- la conduite à tenir en fonction des conditions météorologiques (orages, etc...) ;
- un numéro d'astreinte de l'exploitant joignable 7j/7 et 24h/24 en cas d'intervention ;
- la localisation du ou des points d'eau incendie.

Le site sera débroussaillé régulièrement pour éviter tout risque d'une éventuelle propagation.

Des pictogrammes dédiés aux risques photovoltaïques seront installés :

- à l'extérieur du site, au niveau de l'accès des secours.
- sur les câbles DC apparents tous les 5 mètres.

La case PC n°25 du CERFA transmis dans le dossier n'est pas cochée, le projet ne relève donc pas de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Le présent avis porte donc sur l'accessibilité au site, la défense extérieure contre l'incendie et les conditions d'intervention des sapeurs-pompiers. Il ne fait pas obstacle au respect des autres réglementations qui sont applicables à ce projet.

Dans le cas où l'établissement serait assujéti à la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement, l'avis devra également prendre en considération :

- l'accessibilité aux installations ;
- les moyens d'alerte du SDIS ;
- les moyens de lutte contre l'incendie dont la défense extérieure contre l'incendie spécifique aux ICPE ;
- les conditions de sécurité liées à l'intervention des sapeurs-pompiers.

Ces volets seraient alors étudiés dans le cadre de la procédure d'autorisation d'exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement du fait de l'assujettissement de l'établissement à cette réglementation.

Le directeur,
Pour le directeur et par délégation,
Le chef du groupement prévention-prévision,



Commandant Nicolas DUFOR-FATISSON

Copie : UD DREAL 28 (ud28.dreal-centre@developpement-durable.gouv.fr)